



Leader en exploration pétrolière au Québec



DEUXIÈME TRIMESTRE

États financiers intermédiaires
non audités

pour les périodes de six mois terminées les
31 mars 2012 et 2011



ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES NON AUDITÉS

POUR LES PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES

LES 31 MARS 2012 ET 2011

ÉTATS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	4
ÉTATS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL.....	5
ÉTATS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES.....	6
TABLEAUX INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	7
1. STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS.....	8
2. MODE DE PRÉSENTATION.....	8
3. CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION.....	9
4. JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES.....	10
5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE.....	10
6. DÉBITEURS.....	11
7. PLACEMENTS.....	11
8. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION.....	12
9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	15
10. FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS.....	16
11. DETTE BANCAIRE.....	16
12. PROVISION POUR RESTAURATION DE SITES.....	16
13. CAPITAL SOCIAL.....	17
14. CONTRAT DE LOCATION.....	18
15. RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL.....	19
16. PRODUITS FINANCIERS.....	21
17. RÉSULTAT PAR ACTION.....	21
18. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES.....	22
19. GESTION DU CAPITAL.....	24
20. ÉVENTUALITÉS.....	24
21. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE.....	24
22. TRANSITION AUX NORMES IFRS.....	25
ANNEXES.....	31



ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES NON AUDITÉS
POUR LES PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES
LE 31 MARS 2012 ET 2011

Déclaration concernant les états financiers intermédiaires

La direction a préparé les états financiers intermédiaires de Pétrolia inc. pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2012 ainsi que les données comparatives correspondantes. Aucune firme d'auditeurs n'a examiné ou audité ces états financiers intermédiaires.



ÉTATS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audités – en dollars canadiens)

	Au 31 mars 2012 \$	Au 30 septembre 2011 \$
ACTIF		
Courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 5)	6 228 297	8 151 034
Débiteurs (note 6)	2 148 990	4 617 371
Frais payés d'avance	50 530	141 158
Stocks	61 619	61 619
Placements encaissables au cours du prochain exercice (note 7)	930 000	930 000
	9 419 436	13 901 182
Non courants		
Actifs d'exploration et d'évaluation (note 8)	27 515 659	25 703 789
Immobilisations corporelles (note 9)	889 781	931 779
	28 405 440	26 635 568
	37 824 876	40 536 750
PASSIF		
Courants		
Fournisseurs et autres créditeurs (note 10)	2 312 476	1 469 518
Dette bancaire (note 11)	-	2 243 310
Provision pour restauration de sites (note 12)	98 000	135 500
	2 410 476	3 848 328
Non courants		
Incitatifs à la location reportée	114 169	112 273
Provision pour restauration de sites (note 12)	233 678	233 678
Passifs d'impôt différé	1 795 255	2 239 130
	2 143 102	2 585 081
	4 553 578	6 433 409
CAPITAUX PROPRES		
Capital social (note 13)	35 854 692	35 452 855
Autres éléments des capitaux propres	3 011 109	2 395 117
Déficit	(5 594 503)	(3 744 631)
	33 271 298	34 103 341
	37 824 876	40 536 750

Continuité de l'exploitation (note 3)

Éventualités (note 20)

Les notes complémentaires sont parties intégrantes des états financiers intermédiaires

Au nom du conseil d'administration

(signé) *André Proulx*
Administrateur

(signé) *Jacques L. Drouin*
Administrateur



ÉTATS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audités – en dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars		Pour les périodes de six mois terminées les 31 mars	
	2012 \$	2011 \$	2012 \$	2011 \$
PRODUITS				
Revenus de location	2 994	-	5 988	-
Gérance de projets	5 902	-	22 178	-
	8 896	-	28 166	-
FRAIS D'ADMINISTRATION (annexe A)	930 186	504 423	1 839 242	937 744
FRAIS D'OPÉRATION (annexe B)	42 110	29 759	75 712	66 992
PRODUITS FINANCIERS ET CHARGES FINANCIÈRES (annexe C)	(37 582)	(22 049)	(87 527)	(5 250)
	934 714	512 133	1 827 427	999 486
PERTE AVANT AUTRES ÉLÉMENTS ET IMPÔTS	(925 818)	(512 133)	(1 799 261)	(999 486)
AUTRES ÉLÉMENTS				
Gain (perte) sur aliénation d'intérêts sur certains permis	-	-	(494 486)	5 386 457
RÉSULTAT (PERTE) AVANT IMPÔTS	(925 818)	(512 133)	(2 293 747)	4 386 971
Charge d'impôt différé	(226 588)	(122 637)	(443 875)	(1 290 809)
RÉSULTAT NET (PERTE NETTE) ET RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE	(699 230)	(389 496)	(1 849 872)	3 096 162
RÉSULTAT NET (PERTE NETTE) DE BASE PAR ACTION	(0,013)	(0,008)	(0,035)	0,062
RÉSULTAT NET (PERTE NETTE) DILUÉ PAR ACTION	(0,013)	(0,008)	(0,035)	0,056



ÉTATS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audités – en dollars canadiens)

	Capital social	Surplus d'apport	Déficit	Total des capitaux propres
	\$	\$	\$	\$
Solde non audité au 1^{er} octobre 2010	30 416 651	2 083 981	(5 895 007)	26 605 625
Règlement de dette	33 750	-	-	33 750
Exercice d'options d'achat d'actions	289 196	(100 451)	-	188 745
Frais d'émission d'actions	(252)	-	-	(252)
Rémunération à base d'actions		150 593	-	150 593
Résultat global	-	-	3 096 162	3 096 162
Solde non audité au 31 mars 2011	30 739 345	2 134 123	(2 798 845)	30 074 623
Solde audité au 30 septembre 2011	35 452 855	2 395 117	(3 744 631)	34 103 341
Exercice de bons de souscription	344 137	-	-	344 137
Exercice d'options d'achat d'actions	57 700	(23 700)	-	34 000
Rémunération à base d'actions	-	639 692	-	639 692
Perte nette et globale	-	-	(1 849 872)	(1 849 872)
Solde non audité au 31 mars 2012	35 854 692	3 011 109	(5 594 503)	33 271 298



TABLEAUX INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audités – en dollars canadiens)

	Pour les périodes de six mois terminées le 31 mars	
	2012 \$	2011 \$
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Résultat net (perte nette)	(1 849 872)	3 096 162
Éléments hors caisse du résultat :		
Amortissement des immobilisations corporelles	125 695	30 783
Charge d'impôt différé	(443 875)	1 290 810
Rémunération à base d'action	615 992	116 393
Amortissement des incitatifs à la location reportés	1 896	-
Gain sur aliénation d'intérêts sur certains permis	-	(5 386 457)
	(1 550 164)	(852 309)
Variation nette des éléments hors caisse lié aux activités opérationnelles :		
Débiteurs	(112 864)	(487 571)
Frais payés d'avance	90 628	1 625
Stocks	-	(56 840)
Fournisseurs et autres créditeurs	623 057	539 132
	600 821	(3 654)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission de capital-actions	401 837	217 499
Remboursement de la dette bancaire	(2 243 310)	(252)
	(1 841 473)	217 247
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(83 697)	(98 100)
Aliénation d'intérêts sur certains permis	-	6 690 000
Frais d'aliénation d'intérêts sur certains permis	-	(497 482)
Acquisition de propriétés pétrolières et gazières	(1 732 521)	(23 952)
Augmentation des frais d'exploration reportés nets des déductions	2 684 297	(1 268 152)
	868 079	(4 802 314)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(1 922 737)	4 163 598
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	8 151 034	1 949 055
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 5)	6 228 297	6 112 653
LA TRÉSORERIE ET LES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE SE COMPOSENT COMME SUIT :		
Encaisse	373 966	308 153
Certificats de placement garanti, rachetable en tout temps	5 854 331	5 803 500
Fonds de marché monétaire	-	1 000
	6 228 297	6 112 653

1. STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Société, constituée en vertu de la partie 1A de la Loi sur les compagnies du Québec et régie par les dispositions de la Loi sur les sociétés par actions du Québec, agit à titre de société d'exploration pétrolière et gazière. Son titre est transigé à la Bourse de croissance TSX depuis le 16 février 2005 sous le symbole : PEA. Son siège social est situé au 212 avenue de la Cathédrale, Rimouski (Québec), G5L 5J2.

Les propriétés pétrolières et gazières détenues par la Société sont au stade de l'exploration. La rentabilité à long terme de la Société est liée en partie aux coûts et au succès des programmes d'exploration et de mise en valeur subséquente. La Société n'a pas encore déterminé si les propriétés renferment des réserves économiques rentables.

Les états financiers de la période de présentation de l'information financière terminée le 31 mars 2012 (y compris les états comparatifs) ont été approuvés et autorisés pour publication par le conseil d'administration le 11 mai 2012.

2. MODE DE PRÉSENTATION

Mode de présentation

Ces états financiers ont été établis conformément à IAS 34, Information financière intermédiaire (« IAS 34 »). Ils font partie de la période couverte par les premiers états financiers annuels établis selon les IFRS, et l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* (« IFRS 1 ») a été appliquée. Une explication de l'incidence de la transition aux IFRS sur la situation financière et les flux de trésorerie présentés de la Société est fournie à la note 22.

La préparation d'états financiers intermédiaires résumés conformément à l'IAS 34 a nécessité des changements aux méthodes comptables par rapport aux derniers états financiers annuels préparés selon les Principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada.

Les méthodes comptables des IFRS décrites dans les états financiers intermédiaires de la Société pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2011 ont été appliquées de la manière uniforme à toutes les périodes présentées. Elles ont également été appliquées pour préparer l'état de la situation financière au 1er octobre 2010 conformément aux IFRS aux fins de la transition, comme l'exige l'IFRS 1. Se référer à la note 4 des états financiers intermédiaires de la Société pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2011 pour une description complète des principales méthodes comptables de la Société.

La préparation d'états financiers conformes à l'IAS 34 nécessite le recours à certaines estimations comptables critiques. Elle exige également que la direction exerce son jugement dans le processus d'application des méthodes comptables de la Société. Les aspects qui nécessitent un degré plus élevé de jugement ou de complexité ou les aspects comportant des hypothèses et des estimations significatives sont présentés à la note 5 des états financiers intermédiaires de la Société pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2011 et sont également applicables pour la période de six mois terminée le 31 mars 2012.

Les états financiers de la Société ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur. Le coût historique est généralement fondé sur la juste valeur de la contrepartie donnée en échange des actifs.

Ces états financiers intermédiaires résumés sont destinés à fournir une mise à jour des états financiers annuels complets les plus récents et des premiers états financiers intermédiaires de la Société établis conformément aux IFRS pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2011. Par conséquent, ces états financiers n'incluent pas toute l'information à fournir dans un jeu d'états financiers annuels et doivent être lus en parallèle avec les derniers états financiers annuels audités de la Société et les premiers états financiers intermédiaires de la Société établis conformément aux IFRS pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2011.

Normes et interprétations publiées à être appliquées à une date ultérieure

Les normes et les modifications aux normes existantes suivantes ont été publiées et sont applicables par la Société pour ses exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, et l'application anticipée et permise :

- L'IFRS 9, *Instruments financiers*, porte sur le classement et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers.
- L'IFRS 10, *États financiers consolidés*, («IFRS 10») et IFRS 12, *Information à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, («IFRS 12»). La première norme remplace l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et SIC-12, *Consolidation – Entité ad hoc*, et énonce les principes permettant de déterminer qu'une entité en contrôle une autre. La seconde norme établit les obligations d'information exhaustives pour toutes les formes de participation dans d'autres entités, y compris dans des partenariats, des entreprises associées et des entités ad hoc.
- L'IFRS 11, *Partenariats*, («IFRS 11») remplace l'IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, et SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – Apport non monétaires par des coentrepreneurs*, et impose une méthode unique pour la comptabilisation des participations dans des entités contrôlées conjointement.
- L'IAS 27, *États financiers individuels*, et l'IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, amendées et renommées suite aux nouvelles normes IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12.
- L'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, regroupe toutes les dispositions des IFRS concernant l'évaluation à la juste valeur et les informations à fournir à ce sujet.
- Modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, afin d'exiger que les entités regroupent les éléments compris dans les autres éléments du résultat global qui sont susceptibles d'être reclassés en résultat net.

La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces normes et de ces modifications sur ses états financiers.

3. CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Les états financiers intermédiaires ont été établis en considérant l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, laquelle prévoit que la Société sera en mesure de réaliser ses actifs et d'acquitter ses dettes dans le cours normal de ses activités.

Étant donné que la Société n'a pas encore trouvé une propriété qui contient des réserves d'hydrocarbure économiquement exploitables, la Société n'a pas généré de revenus ni de flux de trésorerie de son exploitation jusqu'à maintenant.

La capacité de la Société de poursuivre ses activités dépend de l'obtention de nouveaux financements nécessaires à la poursuite de l'exploration de ses propriétés pétrolières. Même si la Société a réussi à financer ses programmes d'exploration dans le passé, rien ne garantit qu'elle réussisse à obtenir d'autres financements dans l'avenir. La Société n'a pas encore déterminé si les biens pétroliers renferment des réserves pouvant être exploitées économiquement.

Les états financiers intermédiaires n'ont pas subi les ajustements qu'il serait nécessaire d'apporter aux valeurs comptables des actifs et des passifs, aux produits et aux charges présentés et au classement utilisé dans l'état de la situation financière si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation ne convenait pas, et ces ajustements pourraient être importants. La direction n'a pas tenu compte de ces ajustements parce qu'elle croit en l'hypothèse de la continuité de l'exploitation.

4. JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige de la Société qu'elle procède à des estimations et qu'elle formule des hypothèses ayant une incidence sur les montants présentés à titre d'actif et de passif, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants présentés à titre de produits et de charges au cours de la période de présentation de l'information. La Société procède aussi à des estimations et à des hypothèses concernant l'avenir. La détermination d'estimé nécessite l'exercice du jugement basé sur diverses hypothèses ainsi que d'autres facteurs tels que l'expérience historique et les conditions économiques actuelles et prévues. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les principaux éléments à l'égard desquels la direction a dû recourir à des estimations et à des hypothèses sont présentés dans les états financiers intermédiaires pour les trois mois terminés le 31 décembre 2011.

Les estimations et les hypothèses sont continuellement évaluées et sont basées sur l'expérience historique ainsi que d'autres facteurs, y compris des prévisions d'événements futurs qui sont jugés être raisonnables dans les circonstances.

5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés des éléments suivants :

	Au 31 mars 2012 \$	Au 30 septembre 2011 \$
Fonds en banque et en caisse	373 966	695 699
Certificats de placement garanti	5 854 331	7 454 331
Fonds de marché monétaire	-	1 004
Moins : trésorerie détenue à des fins d'exploration (1)	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 228 297	8 151 034

(1) a trésorerie détenue à des fins d'exploration représente le produit de financement non dépensé lié aux actions accréditives. Selon les restrictions imposées en vertu des financements, la Société doit consacrer ces fonds à l'exploration de propriétés pétrolières. L

Au 31 mars 2012, la trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent les certificats de placement garanti portant intérêt entre 1,75% et 2,4% (1,75% et 2,4% au 30 septembre 2011), échéant entre le 22 décembre 2012 et le 8 mai 2013. Ces instruments sont encaissables en tout temps sans pénalité.

6. DÉBITEURS

	Au 31 mars 2012 \$	Au 30 septembre 2011 \$
Partenaire	1 178 722	981 613
Crédits des taxes à la consommation	139 025	41 847
Crédits d'impôt à recevoir	690 543	3 318 935
Intérêts à recevoir	53 269	114 763
Autres	87 431	160 213
	2 148 990	4 617 371

Les crédits d'impôt se rapportent à des demandes qui n'ont pas encore fait l'objet d'examen par les autorités fiscales.

Tous les montants présentent des échéances à court terme. Leurs valeurs comptables nettes correspondent à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

7. PLACEMENTS

	Pour les périodes de six mois terminées le 31 mars	
	2012 \$	2011 \$
Certificat de placement garanti, 2,40 %, encaissable à partir de juillet 2011 et échéant en juillet 2012	930 000	930 000
	930 000	930 000

8. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION

Propriétés pétrolières et gazières				
	30 septembre 2011	Radiation	Additions	31 mars 2012
	\$	\$	\$	\$
Québec				
Anticosti	296 297	-	44 578	340 875
Gastonguay	664 398	-	-	664 398
Gaspésia- Edgar- Marcel -Tremblay	404 933	-	-	404 933
Gaspé ¹	1 635 540	-	1 695 254	3 330 794
Nouveau-Brunswick				
Dalhousie	146 837	(7 311)	-	139 526
Total des propriétés pétrolières et gazières	3 148 005	(7 311)	1 739 832	4 880 526
Frais d'exploration				
	30 septembre 2011	Radiation	Additions	31 mars 2012
	\$	\$	\$	\$
Québec				
Anticosti	6 341 925	-	116 154	6 458 079
Gastonguay	74 638	-	77	74 715
Gaspésia- Edgar- Marcel- Tremblay	3 730 267	-	28 302	3 758 569
Gaspé	2 450 597	-	106 375	2 556 972
Projet Bourque	3 668 983	-	70 834	3 739 817
Projet Haldimand	11 198 581	-	1 623 383	12 821 964
Projet Tar Point No. 1	4 955 679	-	325 931	5 281 610
Nouveau-Brunswick				
Dalhousie	1 143 494	(281 778)	-	861 716
	33 564 164	(281 778)	2 271 056	35 553 442
Déductions :				
Aides gouvernementales à l'exploration et contributions de partenaires :				
Anticosti	2 280 008	-	40 160	2 320 168
Gastonguay	18 796	-	-	18 796
Gaspésia-Edgar-Marcel-Tremblay	411 354	-	7 654	419 008
Gaspé	550 176	-	39 913	590 089
Projet Bourque	3 060 535	-	23 688	3 084 223
Projet Haldimand	3 667 265	-	1 479 251	5 146 516
Projet Tar Point No. 1	796 565	-	289 810	1 086 375
Dalhousie	6 922	-	-	6 922
	10 791 621	-	1 880 476	12 672 097
Revenus d'évaluation de réservoir pétrolier :				
Gaspé				
Projet Haldimand	216 759	-	29 453	246 212
Total des frais d'exploration	22 555 784	(281 778)	361 127	22 635 133

Notes afférentes aux états financiers (non audités)
 Pour la période de six mois se terminant le 31 mars 2012

Sommaire au 31 mars 2012	30 septembre 2011	Radiation	Additions	31 mars 2012
	\$	\$	\$	\$
Propriétés	3 148 005	(7 311)	1 739 832	4 880 526
Frais d'exploration	22 555 784	(281 778)	361 127	22 635 133
Actifs d'exploration et d'évaluation	25 703 789	(289 089)	2 100 959	27 515 659
Propriétés pétrolières et gazières				
	1^{er} octobre 2010	Dispositions	Additions	30 septembre 2011
	\$	\$	\$	\$
Québec				
Anticosti	259 970	-	36 327	296 297
Gastonguay	638 497	-	25 901	664 398
Gaspésia- Edgar- Marcel -Tremblay	382 915	-	22 018	404 933
Gaspé ¹	2 427 941	(806 060)	13 659	1 635 540
Nouveau-Brunswick				
Dalhousie	143 306	-	3 531	146 837
Total des propriétés pétrolières et gazières	3 852 629	(806 060)	101 436	3 148 005
Frais d'exploration				
	1^{er} octobre 2010	Radiation	Additions	30 septembre 2011
	\$	\$	\$	\$
Québec				
Anticosti	5 305 277	-	1 036 648	6 341 925
Gastonguay	73 473	-	1 165	74 638
Gaspésia- Edgar- Marcel- Tremblay	3 531 433	-	198 834	3 730 267
Gaspé	2 264 806	-	185 791	2 450 597
Projet Bourque	3 580 147	-	88 836	3 668 983
Projet Haldimand	9 383 853	-	1 814 728	11 198 581
Projet Tar Point No. 1	4 699 028	-	256 651	4 955 679
Nouveau-Brunswick				
Dalhousie	1 111 708	-	31 786	1 143 494
Total des frais d'exploration	29 949 725	-	3 614 439	33 564 164
Déductions :				
Aides gouvernementales à l'exploration et contributions de partenaires :				
Anticosti	1 930 632	-	349 376	2 280 008
Gastonguay	18 415	-	381	18 796
Gaspésia-Edgar-Marcel-Tremblay	341 818	-	69 536	411 354
Gaspé	483 228	-	66 948	550 176
Projet Bourque	3 027 548	-	32 987	3 060 535
Projet Haldimand	2 170 519	-	1 496 746	3 667 265
Projet Tar Point No. 1	626 494	-	170 071	796 565
Dalhousie	6 922	-	-	6 922
Total des déductions	8 605 576	-	2 186 045	10 791 621
Revenus d'évaluation de réservoir pétrolier :				
Gaspé				
Projet Haldimand	109 738	-	107 021	216 759
Total des frais d'exploration	21 234 411	-	1 321 373	22 555 784

Notes afférentes aux états financiers (non audités)
 Pour la période de six mois se terminant le 31 mars 2012

Sommaire au 30 septembre 2011	1 ^{er} octobre 2010	Dispositions	Additions	30 septembre 2011
	\$	\$	\$	\$
Propriétés	3 852 629	(806 060)	101 436	3 148 005
Frais d'exploration	21 234 411	-	1 321 373	22 555 784
Actifs d'exploration et d'évaluation	25 087 040	(806 060)	1 422 809	25 703 789

(1) L
 es propriétés avec la référence (1) sont l'objet de redevances dans le cas d'une éventuelle mise en production. À ce jour, la Société a satisfait à toutes ses obligations et seules les obligations futures ou éventuelles et les transactions particulières de l'exercice sont décrites ci-après.

Propriétés Gaspé

En mai 2008, Pétrolia a acquis un intérêt de 100 % sur une superficie de 6 043 km² de ces propriétés (excluant la propriété Haldimand), sujet à une redevance variant de 0,5 % à 2,5 % de la production future d'hydrocarbures. En juin 2010, la Société a effectué un échange d'actifs portant son intérêt à 100 % sur l'ensemble des permis de Gaspé, soit un territoire de 150 km², à l'exception d'une zone de 9 km² dans laquelle son intérêt est de 64 % (propriété Haldimand). Le 20 décembre 2010, la Société a procédé à la signature des accords définitifs pour la vente de 50 % des intérêts dans la découverte de Haldimand ainsi que dans 13 permis entourant cette découverte à Québénergie inc. (filiale de Investcan) pour la somme de 15 190 000 \$. Une somme de 6 690 000 \$ a été versée en espèces et un montant de 8 500 000 \$ en travaux d'exploration sera réalisé par Québénergie inc. au cours des deux prochaines années.

Propriété Haldimand

Le 6 mai 2008, une deuxième entente a délimité une aire de développement de 9 km² autour du puits Haldimand No^o1 sur laquelle Pétrolia détenait un intérêt de 45 %, Junex en détenant 45 % et Gastem 10 %. Certains permis de ces propriétés sont assujettis à des redevances de 5 %. En vertu d'un amendement à l'entente originale signé le 22 juillet 2009, Pétrolia est devenu l'opérateur sur l'ensemble de l'aire de développement de 9 km². Le 1^{er} octobre 2009, Pétrolia a procédé à l'acquisition de la totalité des intérêts de Gastem. À la suite de sa décision de ne pas participer au forage d'un deuxième puits, Junex a vu sa participation réduite de 9 %. Après signature des accords définitifs pour la vente de 50 % des intérêts dans la découverte de Haldimand, l'intérêt de Pétrolia dans Haldimand est donc de 32 %, celui de Québénergie 32 % et Junex possède 36 % d'intérêts restants.

Le 20 décembre 2011, Pétrolia et Québénergie ont versé 3,1 millions \$ pour acquérir les 36 % d'intérêts détenus par Junex dans ce gisement. L'entente libère Junex des pénalités sur la production auxquelles elle était exposée, du fait de sa non-participation aux derniers travaux effectués. Conséquemment à cette transaction, Pétrolia et Québénergie se partagent à parts égales l'ensemble des intérêts sur le gisement et les propriétés qui l'entourent.

Propriété Bourque

La Société avait signé une entente d'affermage de 20 M\$ avec la Société pétrolière Pilatus Energy Canada. Cette société pouvait se gagner, au cours des cinq prochaines années, un intérêt de 70 % sur les quatre permis du projet Bourque en investissant un montant de 20 M\$ en travaux d'exploration et de développement.

Malheureusement, le contexte économique difficile de l'année 2009 n'a pas permis à Pilatus de rencontrer les obligations prévues à l'entente conclue avec Pétrolia. D'un commun accord, les parties ont convenu de mettre un terme aux obligations des partenaires prévues par l'entente initiale en échange de quoi un intérêt de 5 % dans le projet a été accordé à Pilatus.

Notes afférentes aux états financiers (non audités)
 Pour la période de six mois se terminant le 31 mars 2012

Pétrolia a, par conséquent, repris activement des démarches qu'elle poursuit en vue de trouver un nouveau partenaire pour développer le projet.

Propriété Anticosti

La Société s'est portée acquéreur de tous les droits appartenant à Hydro-Québec sur l'île d'Anticosti. En contrepartie, une redevance prioritaire sur la production pétrolière future sera versée à Hydro-Québec. En vertu de cette entente, Pétrolia partage avec Corridor Resources Inc. un intérêt de 25 % dans 6 permis et de 50 % dans 29 permis d'exploration de l'île et agit comme opérateur sur la majeure partie de ceux-ci. En juin 2010, la Société a participé au forage de trois puits d'exploration et a réalisé un carottage afin d'évaluer le potentiel de la formation McCasty en tant que réservoir de pétrole de schiste. À la suite de l'obtention des résultats des analyses du carottage, la Société prévoit entreprendre des travaux de valorisation afin de mieux estimer le potentiel pétrolier de l'île d'Anticosti.

9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Amélioration locatives	Équipement informatique et de bureau	Matériel roulant	Réservoirs	Terrain	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Valeur comptable brute						
Solde au 1 ^{er} octobre 2011	565 179	266 809	236 187	115 739	75 434	1 259 348
Additions	12 304	5 783	8 301	57 309	-	83 697
Dispositions	-	-	-	-	-	-
Solde au 31 mars 2012	577 483	272 592	244 488	173 048	75 434	1 343 045
Amortissement cumulé						
Solde au 1 ^{er} octobre 2011	65 807	96 046	157 594	8 122	-	327 569
Sorties	-	-	-	-	-	-
Amortissement	79 734	20 991	12 204	12 766	-	125 695
Solde au 31 mars 2012	145 541	117 037	169 798	20 888	-	453 264
Valeur comptable au 31 mars 2012	431 942	155 555	74 690	152 160	75 434	889 781
Valeur comptable au 30 septembre 2011	499 372	170 763	78 593	107 617	75 434	931 779
	Amélioration locatives	Équipement informatique et de bureau	Matériel roulant	Réservoirs	Terrain	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Valeur comptable brute						
Solde au 1 ^{er} octobre 2010	18 387	160 040	236 187	-	-	414 614
Additions	96 740	19 241	-	-	1 900	117 881
Dispositions	-	-	-	-	-	-
Solde au 31 mars 2011	115 127	179 281	236 187	-	1 900	532 495
Amortissement cumulé						
Solde au 1 ^{er} octobre 2010	16 831	60 713	123 911	-	-	201 455
Sorties	-	-	-	-	-	-
Amortissement	1 167	12 774	16 842	-	-	30 783
Solde au 31 mars 2011	17 998	73 487	140 753	-	-	232 238
Valeur comptable au 31 mars 2011	97 129	105 794	95 434	-	1 900	300 257
Valeur comptable au 1^{er} octobre 2010	1 566	99 327	112 276	-	-	213 159

10. FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

	Au 31 mars 2012	Au 30 septembre 2011
	\$	\$
Dépôts de sécurité des partenaires	307 500	-
Fournisseurs et charges à payer	1 498 697	895 924
Frais courus	506 279	570 022
Parties liées	-	3 572
	2 312 476	1 469 518

11. DETTE BANCAIRE

	Au 31 mars 2012	Au 30 septembre 2011
	\$	\$
Emprunt bancaire, d'un montant autorisé de 2 500 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel de la Caisse Centrale Desjardins plus 1 %. L'emprunt bancaire est garanti par une hypothèque de 2 500 000 \$ sur l'universalité des créances et des comptes à recevoir présents et futurs de la Société grevant en premier rang les crédits d'impôt remboursables et les crédits d'impôt futurs, ainsi que par un cautionnement de 80 % d'Investissement Québec. Le remboursement en capital a été effectué au cours du premier trimestre.	-	2 243 310

12. PROVISION POUR RESTAURATION DE SITES

La direction évalue le total des provisions pour restauration future de sites en fonction de la quote-part nette de la Société des coûts estimatifs d'abandon et de remise en état de ses puits et installations et de l'échéancier estimatif des coûts à engager au cours de périodes futures.

Au 31 mars 2012, le montant futur estimatif total requis pour régler les obligations liées à la restauration de sites, indexé à 3,5 %, se chiffrait à 331 678 \$. Une tranche de 98 000 \$ de cette obligation sera réglée au cours de l'exercice. Le montant futur total a été actualisé à l'aide du taux moyen pondéré de 5,25 %, selon un calendrier de réalisation variant de 1 à 30 ans. Le montant non actualisé des flux de trésorerie estimatif nécessaire pour régler les obligations est de 331 678 \$.

Notes afférentes aux états financiers (non audités)
 Pour la période de six mois se terminant le 31 mars 2012

Le tableau suivant présente le rapprochement de la provision pour restauration de sites :

	Au 31 mars 2012	Au 30 septembre 2011
	\$	\$
Solde au début		-
Passifs engagés	331 678	369 178
Solde à la fin	331 678	369 178
Tranche du passif qui sera réglé au cours du prochain exercice	98 000	135 500
	233 678	233 678

13. CAPITAL SOCIAL

Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires, participantes, votantes et sans valeur nominale.

Émis :

	Pour la période de 6 mois terminée le 31 mars 2012		Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2011	
	Nombre d'actions	Montant \$	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au début	54 579 477	35 452 855	50 067 287	30 416 651
Actions émises :				
Règlement de dette	-	-	75 000	33 750
Exercice de bons de souscription	264 721	344 137	3 878 440	4 505 472
Exercice d'options d'achat d'action	60 000	57 700	558 750	487 748
Impôts futurs	-	-		10 068
Frais d'émission	-	-		(834)
Solde à la fin	54 904 198	35 854 692	54 579 477	35 452 855

Bons de souscription

Les bons de souscription en circulation permettent à leurs détenteurs de souscrire à un nombre équivalent d'actions ordinaires comme suit :

	Pour la période de 6 mois terminée le 31 mars 2012		Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2011	
	Nombre de bons de souscription	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre de bons de souscription	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début	264 721	\$ 1,30	10 246 493	\$ 1,23
Exercés	(264 721)	1,30	(3 878 440)	1,15
Expirés	-	-	(6 103 332)	1,27
Solde à la fin	-	-	264 721	1,30

Le nombre de bons de souscription en circulation pouvant être exercés en contrepartie d'un nombre équivalent d'actions ordinaires s'établit comme suit :

Date d'échéance	Pour la période de 6 mois terminée au 31 mars 2012		Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2011	
	Nombre de bons de souscription	Prix d'exercice	Nombre de bons de souscription	Prix d'exercice
4 décembre 2011	-	\$ -	264 721	\$ 1,30

14. CONTRAT DE LOCATION

Paiements minimaux exigibles au titre de la location

	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Total
	\$	\$	\$
31 mars 2012	291 599	875 201	1 166 800
30 septembre 2011	275 306	1 009 239	1 284 545

La société loue ses bureaux en vertu d'un bail expirant en 2012 et en 2016.

Les paiements au titre de location comptabilisés en charges au cours de la période de présentation de l'information financière totalisent 65 172 \$ (32 380 \$ en 2011). Ce montant représente les paiements minimaux au titre de la location. Aucun paiement de sous-location ou paiement de loyer conditionnel n'a été effectué. Un montant de 5 988 \$ (0 \$ en 2011) a été reçu à titre de paiement de sous-location. Les contrats de location de la Société ne contiennent aucune clause de loyer conditionnel, aucune restriction concernant les dividendes, l'endettement complémentaire et d'autres locations.

15. RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

Charge au titre des avantages du personnel

La charge au titre des avantages du personnel est analysée comme suit :

	Au 31 mars 2012	Au 30 septembre 2011
	\$	\$
Salaires	925 619	1 592 822
Paiements fondés sur des actions	639 692	500 208
	<u>1 565 311</u>	<u>2 093 030</u>
Moins : salaires capitalisés aux actifs d'exploration et d'évaluation	<u>649 587</u>	<u>917 010</u>
Charge au titre des avantages du personnel	<u>915 724</u>	<u>1 176 020</u>

Rémunération à base d'actions

La Société dispose d'un Régime d'options d'achat d'actions en vertu duquel elle peut octroyer un maximum de 10 % des actions émises à ses administrateurs, dirigeants, employés clés et fournisseurs sur une base continue. Le prix de levée de chaque option correspond au cours ou au cours escompté du marché le jour précédant la date d'attribution. La durée des options octroyées ne peut excéder cinq ans. Les droits deviennent acquis au moment de l'octroi pour les administrateurs et graduellement sur trois ans pour les autres participants.

La totalité des paiements fondés sur des actions sera réglée en instruments de capitaux propres. La Société n'a aucune obligation juridique ou implicite de racheter ou de régler les options.

Les options d'achat de la Société se détaillent comme suit pour les périodes de présentation de l'information financière considérées :

	Pour la période de 6 mois terminée le 31 mars 2012		Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2011	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$
En circulation au début	3 276 250	0,84	2 965 000	0,64
Attribuées	1 341 000	1,52	1 495 000	0,94
Exercées	(60 000)	0,57	(558 750)	0,53
Périmées	(255 000)	0,82	(625 000)	0,40
En circulation à la fin	<u>4 302 250</u>	<u>1,06</u>	<u>3 276 250</u>	<u>0,84</u>
Exerçables	<u>2 705 250</u>	<u>0,92</u>	<u>2 198 750</u>	<u>0,80</u>

Notes afférentes aux états financiers (non audités)
 Pour la période de six mois se terminant le 31 mars 2012

Le tableau suivant résume les renseignements relatifs aux options d'achat d'actions au 31 mars 2012 :

Options en circulation			
Nombre d'options	Prix d'exercice	Durée de vie restante	Date d'expiration
	\$	années	
21 250	0,74	0,14	21 mai 2012
537 500	0,40	0,22	21 juin 2012
400 000	0,60	0,87	12 février 2013
327 500	1,25	1,27	7 juillet 2013
120 000	0,74	2,14	21 mai 2014
270 000	0,89	2,91	25 février 2015
710 000	0,50	3,69	8 décembre 2015
75 000	1,31	3,91	25 février 2016
500 000	1,69	4,13	18 mai 2016
1 266 000	1,52	4,68	4 décembre 2016
75 000	1,51	4,90	22 février 2017

Le tableau suivant résume les renseignements relatifs aux options d'achat d'actions au 30 septembre 2011 :

Options en circulation			
Nombre d'options	Prix d'exercice	Durée de vie restante	Date d'expiration
	\$	années	
21 250	0,74	0,7	21 mai 2012
547 500	0,40	0,8	21 juin 2012
400 000	0,60	1,3	12 février 2013
125 000	0,60	1,4	3 mars 2013
427 500	1,25	1,8	7 juillet 2013
120 000	0,74	2,7	21 mai 2014
270 000	0,89	3,4	25 février 2015
790 000	0,50	4,2	8 décembre 2015
75 000	1,31	4,4	25 février 2016
500 000	1,69	4,6	18 mai 2016

La juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution des options d'achat d'actions attribuées au cours de l'exercice 2011 s'est établie à 0,85 \$ par option (0,68 \$ pour l'exercice 2010)

Au cours de la période, la Société a octroyé des options d'achat d'actions et la juste valeur de chaque option attribuée a été calculée au moyen du modèle d'évaluation du prix des options Black-Scholes et à l'aide des hypothèses suivantes :

	Février 2012	Décembre 2011	Mai 2011	Février 2011
Prix de l'action à la date d'attribution	1,51	1,52	1,69	1,31
Taux d'intérêt sans risque	3%	3 %	3 %	3 %
Volatilité moyenne prévue	91 %	91 %	94 %	94 %
Durée de vie octroyée moyenne (année)	5	1-5	5	5
Taux de rendement des actions	Nil	Nil	Nil	Nil

Notes afférentes aux états financiers (non audités)
 Pour la période de six mois se terminant le 31 mars 2012

La volatilité prévue sous-jacente a été déterminée par rapport aux données historiques des actions de la Société des cinq dernières années à compter de la date d'attribution.

Ainsi, la rémunération à base d'actions a été répartie comme suit :

	Mars 2012	Décembre 2011	Mai 2011	Février 2011
	\$	\$	\$	\$
L'état des résultats	36 968	469 741	153 625	71 400
Frais d'exploration reportés	43 732	89 251	7 125	-
Total	80 700	558 992	160 750	71 400

16. PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers des périodes de présentation de l'information financière présentée se détaillent comme suit :

	Au 31 mars 2012	Au 31 mars 2011
	\$	\$
Produits d'intérêts provenant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	39 555	45 386
Produits d'intérêts provenant des débiteurs	-	-
Produits financiers	39 555	45 386

17. RÉSULTAT PAR ACTION

Le calcul du résultat de base par action est effectué à partir du résultat de l'exercice divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. En calculant le résultat dilué par action, les actions ordinaires potentielles, telles que certaines options et certains bons de souscription, n'ont pas été prises en considération, car leur conversion aurait pour effet de diminuer la perte par action et aurait donc un effet antidilutif.

Le résultat de base et dilué par action a été calculé à partir du résultat comme numérateur, c'est-à-dire qu'aucun ajustement au résultat n'a été nécessaire.

	Au 31 mars 2012	Au 30 septembre 2011
Résultat net	(1 849 872)	2 160 668
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base	53 201 351	51 249 243
Résultat net de base par action ordinaire	-	0,042
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué	n/a	52 590 389
Résultat net dilué par action ordinaire	n/a	0,041

18. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les parties liées de la Société comprennent les autres parties liées et les principaux dirigeants comme il est expliqué ci-dessous.

Sauf indication contraire, aucune des transactions ne comporte de caractéristiques ni conditions spéciales, et aucune garantie n'a été donnée ou reçue. Les soldes sont généralement réglés en espèces.

Transactions avec les principaux dirigeants

La rémunération des principaux dirigeants comprend les charges suivantes :

	Périodes de six mois terminées le 31 mars	
	2012	2011
	\$	\$
Avantages à court terme du personnel :		
Salaires et avantages sociaux	243 337	177 784
Jetons de présence	62 417	58 033
Total des avantages à court terme	305 754	235 817
Rémunération fondée sur des actions	410 944	98 226
Total de la rémunération	716 698	334 043

Au cours de la période de présentation de l'information financière 2011, 10 000 options attribuées dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions ont été exercées par les principaux dirigeants.

Sociétés liées

Des opérations ont été effectuées avec deux sociétés dont le principal dirigeant, détenant un intérêt minoritaire, est aussi administrateur de Pétrolia inc. :

	Périodes de six mois terminées le 31 mars	
	2012	2011
	\$	\$
Bilan :		
Actifs d'exploration et d'évaluation	2 394	-
Résultats :		
Autres frais	4 548	3 811

Le compte à recevoir de ces sociétés est de 23 884 \$ au 31 mars 2012 (2011 – 40 158 \$ à recevoir).

Notes afférentes aux états financiers (non audités)
Pour la période de six mois se terminant le 31 mars 2012

Des opérations ont été effectuées avec un administrateur qui agit comme consultant pour la Société :

	Périodes de six mois terminées le 31 mars	
	2012	2011
	\$	\$
Bilan :		
Actifs d'exploration et d'évaluation	<u>2 062</u>	<u>3 469</u>

Le solde dû à cet administrateur est de 0 \$ au 31 mars 2012 (2011 – 0 \$).

La Société a effectué avec une société ayant un administrateur commun, les opérations suivantes :

	Périodes de six mois terminées le 31 mars	
	2012	2011
	\$	\$
Résultats :		
Salaires et avantages sociaux	2 153	16 448
Fournitures de bureau	<u>500</u>	<u>600</u>

Le compte à recevoir de cette société au 31 mars 2012 est de 2 228 \$ (2011 – 818 \$ à recevoir).

Des opérations ont été effectuées avec un proche parent d'un des membres de la direction, qui agit à titre de fournisseur de services pour la Société :

	Périodes de six mois terminées le 31 mars	
	2012	2011
	\$	\$
Bilan :		
Immobilisations corporelles	<u>8 607</u>	<u>-</u>

Le solde dû à ce fournisseur est de 0 \$ au 31 mars 2012 (2011 – 0 \$).

La direction considère que ces opérations ont été conclues aux mêmes conditions que les opérations courantes avec des tiers non liés. Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des affaires et ont été mesurées à la valeur d'échange, qui est la contrepartie établie et acceptée par les parties liées.

19. GESTION DU CAPITAL

En matière de gestion du capital, les objectifs de la Société sont de préserver sa capacité de poursuivre ses activités d'exploration. Le capital de la Société est constitué de capitaux propres. La Direction révisé régulièrement sa politique en matière de gestion du capital sur la base de la continuité de l'entreprise et elle croit que cette approche est raisonnable compte tenu de la taille de la Société.

La stratégie financière de la Société est élaborée et adaptée en fonction des conditions de marché afin de maintenir une structure de capital flexible et conforme aux objectifs indiqués ci-dessus et de répondre aux caractéristiques des risques liés aux actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la Société, étant une société en voie de démarrage, est appelée à émettre de nouvelles actions.

Il n'y a pas eu de changement significatif concernant l'approche de politique de gestion du capital au cours de la période terminée le 31 mars 2012. La Société n'a aucune exigence en matière de capital à laquelle elle est soumise en vertu règles extérieures, exigences règlementaires ou contractuelles, à moins qu'elle ne complète un placement accréditif, dans quel cas, les fonds sont réservés aux travaux d'exploration.

20. ÉVENTUALITÉS

Financement

La Société se finance en partie par l'émission d'actions dites accréditives et elle a rempli tous ses engagements relatifs aux travaux d'exploration à effectuer. Cependant, même si elle a pris toutes les mesures nécessaires à cet effet, il n'y a pas de garantie que tous les fonds dépensés par la Société en regard de ces actions soient déclarés admissibles par les autorités fiscales advenant une vérification de leur part. Le refus de certaines dépenses par les autorités fiscales pourrait avoir alors des conséquences fiscales négatives pour les investisseurs.

Environnement et lettres de garantie

Les opérations de la Société sont régies par des lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables, que ce soit au niveau de la résultante, de son échéance ou de son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Société opère en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Des lettres de garantie pour garantir les travaux de fermeture de certains sites ont été émises pour un montant de 930 000 \$ en faveur du ministère des Ressources naturelles.

Ces lettres de garantie sont garanties par les certificats de placement garanti pour un montant équivalent.

Le 5 janvier 2012, une requête introductive d'instance (action sur compte) été déposée à la Cour contre la Société. Le montant réclamé est de 198 832 \$. La Société a l'intention de contester les demandes effectuées dans la requête puisque le fournisseur n'est pas en mesure de fournir les preuves et documents nécessaires qui permettent de justifier les montants facturés par ce dernier. Advenant un jugement en défaveur de la Société, aucun impact n'est à prévoir sur les résultats financiers puisque la Société a provisionné la totalité du montant.

21. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Information supplémentaire

	31 mars 2012 \$	31 mars 2011 \$
Intérêts versés	15 505	44 743
Intérêts reçus	143 367	-
Dividendes versés	s/o	s/o

Dividendes reçus

s/o

s/o

Notes afférentes aux états financiers (non audités)

Pour la période de six mois se terminant le 31 mars 2012

22. TRANSITION AUX NORMES IFRS

L'exemption liée au passage aux IFRS adoptée par la Société ainsi que les renseignements supplémentaires pour l'exercice terminé le 30 septembre 2011 considérés comme pertinent pour la compréhension des états financiers à la suite du passage de la Société des PCGR canadiens aux IFRS sont résumés dans la note 26 aux états financiers intermédiaires pour les trois mois terminés le 31 décembre 2011.

L'impact pour la Société du passage des PCGR du Canada aux IFRS au 31 mars 2011 et pour les trois mois et six mois terminés à cette date est présenté comme suit :

- A) Rapprochement des capitaux propres et du résultat global présentés antérieurement selon les PCGR du Canada et des capitaux propres et du résultat global présentés selon les IFRS;
- B) Ajustement de l'état des flux de trésorerie;
- C) Notes relatives aux rapprochements.

Notes afférentes aux états financiers (non audités)
 Pour la période de six mois se terminant le 31 mars 2012

A) Rapprochement des capitaux propres et du résultat global présentés antérieurement selon les PCGR du Canada et des capitaux propres et du résultat global présentés selon les IFRS

État de la situation financière au 31 mars 2011

Postes selon les PCGR du Canada	Montants selon les PCGR du Canada		Effets de la transition aux IFRS	Montants selon les IFRS	Postes selon les IFRS
	\$		\$	\$	
ACTIF					ACTIF
ACTIF À COURT TERME					COURANTS
Trésorerie et équivalents	6 112 653		-	6 112 653	Trésorerie et équivalents de trésorerie
Créances	3 699 460		-	3 699 460	Débiteurs
Stocks	56 840		-	56 840	Stocks
Frais payés d'avance	68 747		-	68 747	Frais payés d'avance
Placements encaissables au cours du prochain exercice	754 331		-	754 331	Placements encaissables au cours du prochain exercice
	10 692 031		-	10 692 031	Total des actifs courants
					NON COURANTS
Immobilisations corporelles	300 257		-	300 257	Immobilisations corporelles
	-	a)	25 311 288	25 316 284	Actifs d'exploration et d'évaluation
		c)	4 996		
Propriétés pétrolières et gazières	3 070 521		(3 070 521)	-	
Frais d'exploration reportés	22 240 767		(22 240 767)	-	
	25 611 545		4 996	25 616 541	Total des actifs non courants
	36 303 576		4 996	36 308 572	Total de l'actif
PASSIF					PASSIF
PASSIF À COURT TERME					COURANTS
Fournisseurs et charges à payer	1 376 247		-	1 376 247	Fournisseurs et autres créditeurs
Emprunt	2 243 310		-	2 243 310	Dette bancaire
	3 619 557		-	3 619 557	
					NON COURANTS
Impôts futurs	2 614 392		-	2 614 392	Passifs d'impôt différé
	6 233 949		-	6 233 949	Total du passif
CAPITAUX PROPRES		b)	2 793 592		CAPITAUX PROPRES
		b)	(637 500)		
Capital-actions	28 611 568	e)	(28 315)	30 739 345	Capital social
			1 389		
Surplus d'apport – options d'achat d'actions	1 228 937	d)	903 797	2 134 123	Autres éléments des capitaux propres
			(903 797)	-	
Surplus d'apport – options d'achat d'actions périmées	903 797	d)	(903 797)	-	
		b)	(2 793 592)		
		c)	3 607		
		b)	637 500		
Déficit	(674 675)	e)	28 315	(2 798 845)	Déficit
	30 069 627		4 996	30 074 623	Total des capitaux propres
	36 303 576			36 308 572	Total du passif et des capitaux propres

Notes afférentes aux états financiers (non audités)
Pour la période de six mois se terminant le 31 mars 2012

État du résultat et de résultat global pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2011

Postes selon les PCGR du Canada	Montants selon les PCGR du Canada	Effets de la transition aux IFRS	Montants selon les IFRS	Postes selon les IFRS
	\$	\$	\$	
PRODUITS				AUTRES REVENUS
Revenus d'intérêts	45 386	-	45 386	Revenus provenant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie
	45 386	-	45 386	
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION				FRAIS D'ADMINISTRATION
Rémunération à base d'actions	71 400	4 650	76 050	Rémunération à base d'actions
Salaires et avantages sociaux	424 584	-	424 584	Salaires et avantages sociaux
Assurances	13 524	-	13 524	Assurances
Déplacements	56 107	-	56 107	Déplacements
Fournitures de bureau	19 356	-	19 356	Fournitures de bureau
Formation	3 235	-	3 235	Formation
Frais du conseil d'administration	32 093	-	32 093	Frais du conseil d'administration
Information aux actionnaires	48 590	-	48 590	Information aux actionnaires
Intérêts et frais bancaires	23 337	-	23 337	Intérêts sur emprunt
Loyer	28 675	-	28 675	Loyer
Promotion et représentation	21 969	-	21 969	Promotion et représentation
Services professionnels	42 095	-	42 095	Services professionnels
Télécommunications	6 795	-	6 795	Télécommunications
Amortissement des immobilisations corporelles	15 940	-	15 940	Amortissement des immobilisations corporelles
Autres dépenses	3 702	-	3 702	Autres dépenses
Imputation aux travaux d'exploration reportés	(258 533)	-	(258 533)	Imputation aux actifs d'exploration et d'évaluation
	552 869	4 650	557 519	
AUTRES ÉLÉMENTS				AUTRES ÉLÉMENTS
Gain sur aliénation d'intérêts sur certains permis	-	-	-	Gain sur aliénation d'intérêts sur certains permis
	-	-	-	
BÉNÉFICE (PERTE) AVANT IMPÔTS	(507 483)	4 650	(512 133)	RÉSULTAT AVANT IMPÔTS
Impôts sur les bénéfices futurs	(122 637)	-	(122 637)	Charge d'impôt différé
BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) ET RÉSULTAT ÉTENDU	(384 846)	4 560	(389 496)	RÉSULTAT NET ET GLOBAL DE LA PÉRIODE
BÉNÉFICE NET DE BASE PAR ACTION	(0,008)		(0,008)	RÉSULTAT NET DE BASE PAR ACTION
BÉNÉFICE NET DILUÉ PAR ACTION	(0,008)		(0,008)	RÉSULTAT NET DILUÉ PAR ACTION

Notes afférentes aux états financiers (non audités)
 Pour la période de six mois se terminant le 31 mars 2012

État du résultat et de résultat global pour la période de six mois terminée le 31 mars 2011

Postes selon les PCGR du Canada	Montants selon les PCGR du Canada	Effets de la transition aux IFRS	Montants selon les IFRS	Postes selon les IFRS
	\$	\$	\$	
PRODUITS				AUTRES REVENUS
Revenus d'intérêts	51 908	-	51 908	Revenus provenant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie
	51 908	-	51 908	
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION				FRAIS D'ADMINISTRATION
Rémunération à base d'actions	154 200	(3 607)	150 593	Rémunération à base d'actions
Salaires et avantages sociaux	820 137	-	820 137	Salaires et avantages sociaux
Assurances	26 906	-	26 906	Assurances
Déplacements	93 196	-	93 196	Déplacements
Fournitures de bureau	38 719	-	38 719	Fournitures de bureau
Formation	5 413	-	5 413	Formation
Frais du conseil d'administration	59 194	-	59 194	Frais du conseil d'administration
Information aux actionnaires	61 158	-	61 158	Information aux actionnaires
Intérêts et frais bancaires	44 743	-	44 743	Intérêts sur emprunt
Loyer	58 642	-	58 642	Loyer
Promotion et représentation	53 281	-	53 281	Promotion et représentation
Services professionnels	105 807	-	105 807	Services professionnels
Télécommunications	16 528	-	16 528	Télécommunications
Amortissement des immobilisations corporelles	30 785	-	30 785	Amortissement des immobilisations corporelles
Autres dépenses	11 430	-	11 430	Autres dépenses
Imputation aux travaux d'exploration reportés	(525 138)	-	(525 138)	Imputation aux actifs d'exploration et d'évaluation
	1 055 001	(3 607)	1 051 394	
AUTRES ÉLÉMENTS				AUTRES ÉLÉMENTS
Gain sur aliénation d'intérêts sur certains permis	5 386 457	-	5 386 457	Gain sur aliénation d'intérêts sur certains permis
	5 386 457	-	5 386 457	
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS	4 383 364	(3 607)	4 386 971	RÉSULTAT AVANT IMPÔTS
Impôts sur les bénéfices futurs	(1 290 809)	-	(1 290 809)	Charge d'impôt différé
BÉNÉFICE NET ET RÉSULTAT ÉTENDU	3 092 555	(3 607)	3 096 162	RÉSULTAT NET ET GLOBAL DE LA PÉRIODE
BÉNÉFICE NET DE BASE PAR ACTION	0,062		0,062	RÉSULTAT NET DE BASE PAR ACTION
BÉNÉFICE NET DILUÉE PAR ACTION	0,056		0,056	RÉSULTAT NET DILUÉ PAR ACTION

B) Tableaux des flux de trésorerie

Selon les normes comptables en vigueur avant le basculement, les intérêts payés et reçus étaient présentés dans les notes. En vertu des normes IFRS, les intérêts sont classés dans les activités d'investissement et de financement. Il n'y a pas d'autres rajustements significatifs au tableau consolidé des flux de trésorerie. Les composantes de la trésorerie selon les normes comptables en vigueur avant le basculement sont similaires à celles qui sont présentées selon les IFRS.

C) Notes relatives aux rapprochements

Les rubriques ci-dessous font état des différences importantes entre les méthodes comptables antérieures selon les PCGR du Canada et les méthodes selon les IFRS que la Société applique maintenant :

a) Actifs d'exploration et d'évaluation

Les postes « Propriétés pétrolières et gazières » et « Frais d'exploration reportés » ont été regroupés aux fins de présentation sous le libellé « Actifs d'exploration et d'évaluation ».

b) Actions émises dans le cadre d'un financement accréditif

Selon les normes comptables en vigueur avant le basculement, la totalité des produits reçus à l'émission de ces actions accréditives a été créditée au capital social. Au moment de la renonciation aux déductions relatives aux dépenses d'exploration dans le cadre de l'impôt sur le revenu, des différences temporelles imposables étaient créées et de l'impôt différé était comptabilisé. Les charges liées étaient traitées comme frais d'émission d'actions.

Selon les IFRS, l'émission d'actions accréditives est comptabilisée comme un instrument financier composé. La composante passif représente l'obligation de transférer des déductions fiscales au profit des investisseurs. Les produits des émissions d'actions dans le cadre de financements privés accréditifs sont répartis entre les actions accréditives émises et le passif au moyen de la méthode résiduelle. Les produits sont d'abord imputés aux actions en fonction du cours de la Bourse des actions au moment de l'émission et le montant résiduel est attribué au passif, lequel est renversé aux résultats au titre de recouvrement d'impôt différé lorsque les dépenses admissibles sont engagées.

Il n'y a aucune exemption en vertu de l'IFRS 1 pour les premiers adoptants à l'égard des actions accréditives et le traitement IFRS est donc applicable rétrospectivement.

Effets de cette mesure :

Les dépenses admissibles ayant été engagées, le passif de 637 500 \$ a été transféré du capital social aux résultats non distribués au 1^{er} octobre 2010. De plus, le passif d'impôt différé, d'un montant de 2 793 592 \$, a également été transféré du capital social aux résultats non distribués

c) Paiements fondés sur des actions

Selon les normes comptables en vigueur avant le basculement, la juste valeur d'un paiement fondé sur des actions, dont l'acquisition des droits est échelonnée dans le temps est comptabilisé selon le mode linéaire sur la durée de services requis pour assurer l'acquisition. De plus, la renonciation à des paiements fondés sur des actions est comptabilisée lorsqu'elle survient.

Selon l'IFRS 2, chaque tranche d'un paiement fondé sur des actions, dont l'acquisition est échelonnée dans le temps, est traitée comme une attribution distincte ayant sa propre date d'acquisition des droits et sa propre juste valeur. Chaque attribution est comptabilisée selon ce qui précède. De plus, la Société doit faire une estimation du nombre de paiements fondés sur des actions dont la renonciation est attendue, estimation qui est révisée si des informations ultérieures indiquent que le nombre réel de paiements fondés sur des actions sera probablement différent du nombre estimatif.

La Société a décidé de ne pas appliquer rétroactivement la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » aux options d'achat d'actions octroyées avant le 7 novembre 2002 et aux options octroyées après le 7 novembre 2002 dont les droits sont devenus acquis avant la date de transition.

Effets de cette mesure :

Au 1^{er} octobre 2010, aucun effet n'a été constaté.

Au 31 mars 2011, une augmentation de la rémunération à base d'actions de 4 650 \$ a été inscrite au résultat de la période.

d) Différences de présentation

Certaines différences de présentation entre les normes comptables en vigueur avant le basculement et les IFRS n'ont aucune incidence sur le résultat présenté ou sur le total des capitaux propres, notamment en ce qui a trait au traitement du surplus d'apport options d'achat d'actions périmées.

Ainsi qu'il est démontré dans les tableaux suivants, certains postes sont décrits différemment dans les IFRS (renommés) comparativement au référentiel comptable antérieur. Ces différences de présentation n'ont aucune incidence sur le résultat global présenté ou sur le total des capitaux propres.

e) Changement de taux pour le calcul des impôts différés

Selon les PCGR canadiens, une entité devait constater dans les résultats les changements apportés ultérieurement aux taux d'imposition et aux lois fiscales au titre des éléments précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu ou dans les capitaux propres.

Les IFRS exigent de comptabiliser certains éléments directement aux capitaux propres notamment un changement dans le taux d'impôt ou une autre règle fiscale qui affecte un actif ou un passif d'impôt différé relatif à un élément qui a été précédemment comptabilisé dans les capitaux propres.

Effets de cette mesure :

Au 1^{er} octobre 2010, un montant de 28 315 \$ a été transféré des résultats non distribués au capital social.

Annexes afférentes aux états financiers (non audités)
 Pour la période de six mois se terminant le 31 mars 2012

ANNEXES

	2012 \$ (trois mois)	2011 \$ (trois mois)	2012 \$ (six mois)	2011 \$ (six mois)
A- FRAIS D'ADMINISTRATION				
Rémunération à base d'actions	36 968	76 050	506 709	116 393
Salaires et avantages sociaux	223 550	188 091	409 015	354 070
Assurances	16 497	12 777	28 809	25 412
Entretien et fournitures de bureau	26 451	8 855	52 084	21 834
Frais du conseil d'administration	55 235	32 093	87 446	59 194
Information aux actionnaires	52 775	48 590	66 398	61 158
Loyer	32 998	15 544	65 172	32 380
Promotion et représentation	148 964	21 969	167 212	53 281
Déplacement	58 730	41 210	88 094	69 631
Services professionnels	244 447	42 095	313 981	105 807
Taxe sur le capital	-	-	(12 663)	-
Télécommunications	3 263	4 232	6 503	11 438
Amortissement des immobilisations corporelles	29 055	10 033	57 864	20 042
Autres frais	1 253	2 884	2 618	7 104
	930 186	504 423	1 839 242	937 744
B- FRAIS D'OPÉRATIONS				
Rémunération à base d'actions	43 732	-	132 983	34 200
Salaires et avantages sociaux	258 280	236 493	516 604	466 067
Assurances	672	747	9 609	1 494
Entretien et fournitures de bureau	11 611	10 501	19 319	16 885
Déplacement	11 380	14 897	17 239	23 565
Formation	2 052	3 235	2 747	5 413
Loyer	37 152	13 131	71 550	26 262
Services professionnels	3 469	-	3 469	-
Télécommunications	2 020	2 563	4 810	5 090
Amortissement des immobilisations corporelles	34 286	5 907	67 833	10 743
Autres frais	2 986	818	3 749	2 411
Imputation aux travaux d'exploration reportés	(365 530)	(258 533)	(774 200)	(525 138)
Sous (sur) imputation	42 110	29 759	75 712	66 992
C- PRODUITS FINANCIERS ET CHARGES FINANCIÈRES				
Produits d'intérêts (note 17)	(39 555)	(45 386)	(98 774)	(51 908)
Frais bancaires	1 973	1 211	2 932	1 915
Intérêts sur la dette	-	22 126	8 315	44 743
	(37 582)	(22 049)	(87 527)	(5 250)